

## **Burundi : Des élections paralympiques pour handicapés politiques !**

Personne ne comprend vraiment la raison qui pousse Pierre Nkurunziza à organiser des élections à la hussarde dans un pays déstabilisé et traumatisé à cause de son obsession pour briguer un troisième mandat ? Il a tous les pouvoirs en main. Il a fait, avec succès, son propre coup d'Etat constitutionnel. En réalité, son parti, le CNDD-FDD, et lui-même ont déjà gagné les élections de 2015. Car, en l'absence de toute compétition loyale, l'opposition laminée, traquée, exilée, éclatée, nyakurisée, assassinée, les médias libres incendiés, saccagés et fragilisés, des milliers de burundais partis en catastrophe en exil, les familles étranglées économiquement et angoissées, Pierre Nkurunziza pourrait s'autoproclamer vainqueur sans attendre les résultats des élections. Il abrègerait les peines de son peuple.

Car, il n'y aura pas de suspense au lendemain des élections surréalistes que Pierre Nkurunziza organise avec acharnement. Il n'y aura pas de témoins gênants, pas d'observateurs internationaux pour relever les irrégularités et éventuellement recommander que les élections de 2015 soient invalidées. L'Eglise catholique et l'Union Européenne viennent de jeter l'éponge. Les membres du clergé impliqués dans l'organisation des élections se sont retirés à la demande des évêques. L'Union Européenne a suspendu sa mission d'observation.

Alors vraiment, pourquoi donc Pierre Nkurunziza s'obstine-t-il à organiser des élections que la communauté internationale l'implore de repousser à une période plus appropriée, ne serait-ce que par simple décence ? On entend son argument. Sans élections, le Burundi risque de connaître un vide institutionnel dangereux. Mais le vide institutionnel, le Burundi y est déjà. Bien au fond du gouffre. Puisque son coup d'Etat institutionnel a détruit les socles du contrat social entre Burundais, à savoir les Accords de Paix d'Arusha et la Constitution.

Cependant, poser la question c'est déjà y répondre. Pierre Nkurunziza organise ces élections, coûte que coûte et à n'importe quel prix, précisément parce qu'il ne peut pas les perdre. Pour quatre raisons.

Première raison. Le pays est quadrillé par la milice brutale des imbonerakure, résurgence terrifiante des tontons macoutes de Duvalier en Haïti ou des Interahamwe de Habyarimana au Rwanda en 1994. Sur toutes les collines et dans tous les recoins du pays, cette milice terrorise et intimide la population. Gare à l'électeur qui osera refuser son bulletin de vote au président bien aimé et au CNDD-FDD. C'est la peine de mort assurée.

Deuxième raison. Le Burundi n'a plus de référence légale pour organiser des élections crédibles. Après l'abolition des Accords de paix d'Arusha et de la constitution par le président Nkurunziza, le troisième mandat, décrié par une partie importante de la population, par l'opposition politique, par la société civile burundaise, par l'Eglise catholique et par la communauté internationale est irrémédiablement illégal. Et ce malgré le feu vert du conseil constitutionnel. La noble institution s'en est d'ailleurs lavée les mains à la Ponce Pilate en déclarant que « le président pouvait briguer un troisième mandat mais que celui-ci serait le dernier. »

On manque de s'étouffer de rire. Depuis quand c'est le conseil constitutionnel qui fixe le nombre de mandats qu'un chef de l'Etat burundais peut cumuler ? Ce sont les Accords de paix d'Arusha parrainés par la communauté internationale et la constitution adoptée par référendum par le peuple burundais qui fixent le nombre légal des mandats présidentiels. Le conseil constitutionnel aurait dû, tout simplement, « se coucher comme un caniche soumis » et valider l'imposture électorale de Pierre Nkurunziza. Et l'affaire était pliée !

Dans la foulée de cette géniale déclaration du conseil constitutionnel, Pierre Nkurunziza s'est d'ailleurs empressé d'affirmer, la main sur le cœur, qu'effectivement ce troisième mandat sera son dernier. Cela

veut dire qu'il ne doute absolument pas de l'issue des élections. Il sera donc élu, haut la main, par un peuple débordant d'enthousiasme ! Cependant, qui peut croire que Pierre Nkurunziza respectera sa parole et ne briguera pas un quatrième, un cinquième, un dixième et même un mandat perpétuel ?

Depuis dix ans, sur des dossiers de grande criminalité de sang et de criminalités économiques, son gouvernement ment plus vite qu'il ne respire. Il a perdu toute crédibilité. Des preuves ? Elles se ramassent à la pelle. On attend précisément les preuves que le pouvoir affirmait détenir sur la réalité du coup d'Etat, présumé, ourdi par Domitien Ndayizeye et Alphonse-Marie Kadege.

On attend toujours, avec un suspense insoutenable, les preuves du coup d'Etat dont les prétendus initiateurs ont été appréhendés sur une plage du lac Tanganika par le général Godefroid Niyombare, alors chef d'état-major des armées.

Les imbonerakure ont-ils été entraînés à la guerre en RDC, à Kiliba précisément ? Jamais, jamais, s'écriait le gouvernement. Quand ils sont rentrés en catimini, la queue entre les jambes, le gouvernement a-t-il confirmé les informations données par plusieurs sources crédibles au Burundi, aux Etats Unis et dans l'Union Européenne ? Mais non. Ce sont des étrangers malveillants et mal informés, s'écriait le gouvernement. Ces étrangers ne sauraient même pas mettre la pointe d'un crayon sur le point que représente le Burundi sur une carte d'Afrique.

Mensonges et dénégations constituent les piliers de la stratégie de communication du gouvernement de Pierre Nkurunziza. Ainsi, pendant qu'on lui sert un mensonge grossier par jour, le bon peuple burundais est prié d'oublier les tortures infligées à Alphonse-Marie Kadege, les corps suppliciés des jeunes militants du FNL noyés dans la Ruvubu, l'assassinat d'Ernest Manirumva, les massacres de Gatumba et l'écrasement de la rébellion de Cibitoke. Un des jeunes gens tombés dans le piège de cette rébellion de pacotille clamait qu'il était écolier et que le directeur de son école pouvait en attester. Une rafale des militaires l'a fait taire à jamais.

Le bon peuple est aussi sommé d'oublier les emprisonnements massifs des militants du MSD de mars 2014 ou récemment l'ignoble assassinat de trois religieuses italiennes, égorgées dans leur couvent. Elles en savaient sans doute trop sur les entraînements militaires des imbonerakure en RDC.

Sur le plan des malversations économiques, le pouvoir de Bujumbura vend et achète des jets présidentiels comme des jouets d'enfant. Des concessions juteuses auraient été accordées, sans aucun débat au Parlement, sans aucune information du public, sans mise en concurrence loyale et transparente entre les prétendants à des entreprises étrangères afin qu'elles exploitent des mines ou des lignes de téléphonie mobile.

La concession d'exploitation des mines de Nickel de Musongati, selon certaines sources, aurait été accordée à une compagnie russe. Celles des terres rares de Gakara, selon le site internet de la radio allemande Deutsche Welle, à une entreprise allemande qui l'aurait sous-traitée à une entreprise anglaise. La dernière concession de téléphonie mobile a été accordée à une compagnie militaire vietnamienne.

Il est heureux que des investisseurs étrangers contribuent au développement économique du Burundi. Cependant, le gouvernement de Pierre Nkurunziza aurait dû diffuser largement les informations sur ces investissements engagés dans par des entreprises étrangères. Il aurait dû, mais il ne faut pas rêver, assurer la transparence du processus et organiser une compétition loyale entre investisseurs. Le Burundi en profiterait largement. En fait, le Burundi n'est pas un pays pauvre. Il est pillé, appauvri et ruiné par le gouvernement de Pierre Nkurunziza que n'étouffent pas les bons sentiments en matière de gouvernance économique. C'est le moins qu'on puisse dire.

Autres preuves ? Des milliards de francs ont été engloutis dans une fumeuse promotion de la culture des avocats à travers le pays. Des milliards de francs, comme le dénoncent régulièrement les ONG

burundaises spécialisées, dorment tranquilles à l'étranger sur des comptes appartenant à des dignitaires du régime, bénéficiaires d'énormes détournements de fonds publics. En toute impunité, cela va sans dire. La cleptomanie et la rapacité de ces prédateurs n'ont pas de limites.

Enfin, bouquet final, le président Pierre Nkurunziza gère un budget colossal pour soutenir « les bonnes initiatives » à travers le pays. Bonne idée, Monseigneur. Sauf que ce budget lui sert, en fait, pour battre campagne tout le temps, pendant dix ans, au frais de l'Etat, en gratifiant les populations de sacs de riz, de tôles ondulées, de miettes en somme. Le système politique de Pierre Nkurunziza donne un œuf au peuple et lui vole un bœuf. Et pourtant ce bon peuple est appelé à danser de joie et à exulter de bonheur. Le président est vraiment bon. Il mérite vraiment un troisième mandat sans limites de temps.

Pierre Nkurunziza ne renoncera donc jamais, de son propre gré, au pouvoir. Même après son troisième mandat. Il ment. Ce serait suicidaire pour lui. Car, s'il quittait le pouvoir, il devrait rendre compte de tous les crimes de sang et de tous les crimes économiques commis sous son règne. En outre, il pourrait être jugé pour parjure parce qu'il a aboli les Accords de paix d'Arusha et la constitution afin de briguer un troisième mandat illégal.

Par ailleurs, dans le cadre des investigations d'une Commission Vérité Réconciliation qui travaillerait véritablement en toute indépendance, Pierre Nkurunziza pourrait être contraint par la justice burundaise de répondre des crimes de sang pour lesquels il a été condamné à mort quand il était chef de rébellion.

Pierre Nkurunziza ne remettra pas le pouvoir après le troisième mandat car il n'est pas certain qu'il bénéficie à vie d'immunité et d'impunité. En fait, c'est essentiellement pour cette raison qu'il organise des élections à marche forcée pour son troisième mandat. Il souhaite se donner un semblant de légitimité démocratique afin de se protéger et protéger le système mafieux qui l'entoure et, en particulier, la branche de la mafia locale, la Camorra de Kamenge.

Troisièmement, Pierre Nkurunziza sait dans son for intérieur qu'il ne peut pas ne pas gagner les élections car, l'a-t-il affirmé publiquement et à plusieurs reprises, il tient son pouvoir de Dieu soi-même. Pourtant, en briguant un troisième mandat, Pierre Nkurunziza risque de déclencher la colère divine. Comment, dira le Tout Puissant, « *Je vous accorde un pouvoir absolu et vous mettez en danger ma parole en prenant le risque de faire voter le peuple burundais ? Et s'il votait contre vous ?* »

Outrecuidance impensable et crime de lèse divinité. Rassurez-vous, Sainte Divinité, le bon peuple burundais ne contredira pas votre volonté céleste et ne votera pas contre Pierre Nkurunziza. Ce serait un cataclysme immense. La colère du ciel s'abattra sur le Burundi et anéantirait ce pauvre pays pour avoir contesté la parole divine.

Donc, Pierre Nkurunziza n'a absolument aucun intérêt, lui le commandeur des croyants évangéliques, de mettre l'onction divine en danger. Contrairement à l'adage « *Vox populi, Vox Dei* », celui-ci deviendra au Burundi « *Vox Dei, Vox populi*. » La Voix de Dieu sera celle du peuple. Ouf, on a eu chaud !

Quatrième raison. La course effrénée de Pierre Nkurunziza pour un troisième mandat de 40 ans, au moins, entrera dans l'histoire et sera étudiée dans toutes les grandes universités et écoles de sciences politiques du monde. En effet, le président burundais vient d'inventer un nouveau mode de scrutin calqué sur le concept des jeux olympiques paralympiques pour handicapés.

« *Les **Jeux paralympiques**, selon **Wikipédia**, réunissent des athlètes [handicapés](#) de tous pays pour des épreuves [handisports](#). Y participent des athlètes handicapés physiques ou visuels (amputés, aveugles,*

infirmes moteurs, cérébraux ou en fauteuil roulant, ou tout autre handicap physique) ainsi que les athlètes [handicapés mentaux](#).

Ils sont organisés par le [Comité international paralympique](#) (et non pas par le [Comité international olympique](#)) et ont lieu tous les 4 ans à la suite des [Jeux olympiques](#). Les [sourds et malentendants](#) peuvent prendre part aux [Deaflympics](#) (Jeux olympiques des sourds). Les personnes atteintes d'un [handicap mental](#) peuvent aussi participer aux [Jeux olympiques spéciaux](#). »

Ainsi donc, Pierre Nkurunziza organise des élections sur le mode des jeux paralympiques mais en en dévoyant l'esprit de respect dû aux personnes handicapées. Le mouvement olympique mondial organise des jeux pour ces athlètes magnifiques afin qu'ils puissent concourir loyalement et briller dans le firmament des étoiles sportives.

Dans ces élections générales de 2015, Pierre Nkurunziza est le seul valide. Certains de ses concurrents sont handicapés cérébraux car ils croient qu'ils peuvent gagner contre lui. D'autres sont amputés de leurs partis politiques. D'autres sont des infirmes moteurs dépourvus de moyens financiers pour sillonner le pays à la rencontre des électeurs.

Pierre Nkurunziza adore être premier, triompher de coups d'Etats fictifs, réels ou préfabriqués par lui. Il veut imposer l'image d'un président qui a terrassé les dragons comme Saint Georges. Pierre Nkurunziza adore gagner sans concurrence, rentrer de mission à l'étranger avec des coupes en fer blanc octroyées par des organisations inconnues. Accueilli à la descente d'avion comme un triomphateur, « l'étoile montante de l'Afrique » est escortée par des centaines de jeunes en motos ou en vélos, hurlant à tue-tête et klaxonnant le long des boulevards de la ville la gloire de César triomphant de retour d'expéditions glorieuses. Parfois des enfants des écoles primaires sont mobilisés pour applaudir sous un soleil torride, la vedette que le monde entier nous envie.

Pierre Nkurunziza, dans sa course éperdue pour un troisième mandat, a besoin de triompher d'adversaires handicapés, terrassés, estropiés. Rien ne lui fait autant plaisir que de réprimer et d'anéantir les concurrents afin de triompher seul, sans gloire.

Le pays est à genoux. Il doit se prosterner pour adorer sa suffisance. Le Burundi avili, pillé et meurtri doit acclamer sa victoire prochaine. Même si des milliers de citoyens ont dû fuir le pays. Les amphithéâtres et les salles de cours de l'université publique sont vides. Les étudiants chassés des campus campent, par centaines, jour et nuit, au pied d'une ambassade, à la recherche de sécurité tandis que d'autres ont fui le pays. Les prisons regorgent d'opposants, blessés, meurtris, condamnés à perpétuité. Ce sont souvent des jeunes gens qui ont rêvé de liberté et de démocratie. Les médias libres ont été incendiés, saccagés ou sont fragilisés. Ils ne peuvent pas relayer la campagne électorale. La liberté d'expression est assassinée au Burundi.

Cependant, pour une fois pourtant, Pierre Nkurunziza a dit la vérité. Et il faut le croire. Car, a-t-il déclaré, la paix règne sur 99% du pays. Les élections seront paisibles comme jamais elles ne le furent dans l'histoire du Burundi. Son ambassadeur à Paris, M. Ndabarushimana, a relayé le message présidentiel sur France 24. Il a affirmé, sans vergogne, que le Burundi était « un petit paradis ».

La paix....le paradis....cela n'évoque-t-il rien pour vous ? C'est la paix des cimetières où reposent les jeunes massacrés actuellement sur les barricades de la protestation par la police burundaise et la milice imbonerakure. Le massacre de Sharpeville par le régime de l'apartheid en Afrique du Sud revient dans les mémoires de tous. En définitive, Pierre Nkurunziza organise des élections pour gagner la compétition contre des paraplégiques politiques, des absents en exil et des morts.

Simple allégorie... ! Pierre Nkurunziza fait penser à un pilote d'un avion qui appartiendrait à une nouvelle compagnie aérienne « Burundi Wings ». Le président rentre d'une cérémonie d'enterrement des Accords de Paix d'Arusha. Quelques minutes avant l'arrivée à l'aéroport international de

Bujumbura, il a enclenché le processus d'atterrissage. Mais, contrairement à l'usage, il effectuera la manœuvre à contre sens et empruntera le couloir du sud vers le nord, du lac vers la terre.

Enfermé dans sa zone d'exclusion mentale, il joue au babyfoot électronique. Et l'avion descend inexorablement. En vue, le massif du mont Mboza qui surplombe Bujumbura et le lac Tanganika. La porte entre la cabine de pilotage et l'espace passagers est verrouillée. La communauté internationale trépigne, tente désespérément de convaincre Pierre Nkurunziza d'ouvrir cette satanée porte et de redresser l'avion. Elle le menace de sanctions. Elle coupera les robinets de l'aide en matière de défense et de police. Elle gèlera les fonds destinés au financement des élections. Elle le privera de visa. La justice internationale ouvrira une procédure judiciaire contre lui à la Cour Pénale Internationale de la Haye. Mais rien n'y fait.

La porte reste verrouillée. Le peuple terrorisé est enfermé dans la carlingue de l'avion qui fonce à 700 km à l'heure. L'avion s'approche du massif du mont Mboza à la vitesse d'un bolide. Il va s'écraser et pulvériser le destin d'une nation. Le compteur égrène les secondes : 10...9... 8...7... 6... 5....

Stoop !

Essuyez la sueur de votre front. Votre cœur bat comme un tambour burundais. Votre bouche est sèche. Buvez un verre d'eau. N'ayez plus peur. Réveillez-vous. Le troisième mandat de Pierre Nkurunziza était un horrible cauchemar !

Athanase Karayenga